

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Maganga Moussavou appelle à l'annulation des décisions prises pendant la convalescence du chef de l'État

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

SE conformant à la tradition des vœux en ce début d'année, les militantes et militants du Parti social démocrate (PSD), se sont retrouvés le 9 janvier dernier à cette occasion autour de leur leader, Pierre-Claver Maganga Moussavou. C'était à sa résidence sise au Bas de Gué-Gué dans le 1er arrondissement de Libreville.

Répondant aux discours de présentation de vœux à son endroit, prononcés tour à tour par les différentes composantes du secrétariat exécutif du PSD, l'ancien vice-président de la République est revenu dans son intervention, sur plusieurs sujets d'actualité. Entre autres, le discours à la Nation du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Le président du PSD s'est principalement appesanti sur les assurances du numéro un gabonais au sujet de son état de santé. "Le premier de tous les Gabonais nous a édifiés sur la situation qu'il a traversée. Mais une situation que le peuple gabonais a traversée avec lui. Situation



Photo: BOTOUNOU

Le président du PSD répondant aux vœux adressés par les principales composantes de son parti.

difficile, toutes les circonvolutions que nous avons connues viennent de prendre fin. (...)", a souligné l'orateur.

Non sans relever que "son voyage à Ryad aura été l'occasion de se relever de ce qu'il a subi. Puisse le Dieu Tout-Puissant l'aider à reprendre les choses en main (...) et que, ce faisant, en reprenant en main le pays, qu'il puisse revenir sur tout ce qui a été pris comme décisions en son nom, pendant qu'il était en souffrance!".

Dans la foulée, Pierre-Claver Maganga Moussavou a exprimé,

selon lui, la "honte de voir ces turbulences lâchement provoquées par certains, en mettant au défi les décisions de la Cour constitutionnelle et faisant apparaître des frictions entre, d'un côté, la Cour constitutionnelle et, de l'autre, la présidence de la République." Et de déclarer: "Je doute fort que le président de la République puisse autoriser cela longtemps. Parce qu'il est la clé de voûte de toutes les institutions, il doit veiller à ce que la Constitution soit respectée, c'est pourquoi il a prêté serment".

Les députés: des "souffre-douleurs" devenus?

J.K.M
Libreville/Gabon

NE devons-nous pas donner raison au président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, qui, dans une récente interview qu'il nous a accordée (Voir l'Union du lundi dernier) a laissé entendre que les députés étaient devenus des "souffre-douleurs des populations". En ce sens que, selon lui, elles les tiennent responsables, entre autres, de la non-matérialisation de leurs préoccupations. Entre autres, la construction des routes, dispensaires, écoles, etc. Toutes choses dévolues au gouvernement?

À l'épreuve des faits, il faut bien admettre que plus de trois décennies après la restauration du multipartisme dans notre pays, les prérogatives et obligations des parlementaires en général, et députés en particulier, ne sont pas encore suffisamment appréhendées par une bonne et grande partie de la population. Le député du Parti démocratique gabonais (PDG) du 1er siège du département de la Lolo-Bouengué (Canton Lolo-Wagna), Simplicie Mouango Bounguendza, l'a appris récemment à ses dépens. Et pour cause, dans une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, on le voit rebrousser chemin, en pleine nuit, du village Divindé. Les habitants de cette bourgade lui ont demandé sagement et poliment de faire demi-tour avec tout ce qu'il leur avait apporté "pour la Bonané",



Photo: Christian MOMBO/L'Union

Les députés lors de l'adoption des textes.

au motif que la route menant à leur localité n'est plus praticable depuis de nombreux mois.

Quoi qu'il en soit, cette méconnaissance du rôle et missions des députés leur incombe, en partie. D'autant que par la force des choses, ils assument de plus en plus "une mission sociale" auprès des populations, résultante des pratiques politiques locales. Un peu partout, en effet, ils assistent, de manière multiforme, leurs électeurs. Tant et si bien que ces derniers sont convaincus que le rôle premier de leurs représentants au palais Léon-Mba est de concourir à la matérialisation de leurs préoccupations.

Soutenant la politique gouvernementale, les députés, vu sous cet angle, sont comptables, à un certain niveau, de celle-ci. Pour autant leurs missions fondamentales consistent à "voter la loi, consentir l'impôt et contrôler l'action du pouvoir exécutif dans les conditions prévues par la Constitution".

Tribune des partis politiques Énième laïus emphatique!

Alors que certains observateurs et autres analystes du microcosme politique s'attendaient à une déclaration importante, Pierre-Claver Maganga Moussavou, président du Parti social démocrate (PSD), a plutôt défoncé des portes ouvertes à l'occasion de sa cérémonie de présentation de vœux. Outre sa marque de fabrique - sa légendaire éloquence - le "bouvier de Moutassou" a donné l'impression d'avoir improvisé le discours prononcé.

L'ancien édile de Mouila n'a pas manqué de revenir sur son rôle dans le processus inhérent à la recherche d'une alternance politique au Gabon et son limogeage du poste de vice-président de la République, intervenu au plus fort de l'accident cardiovasculaire du chef de l'État. Non sans

lui demander de revenir sur toutes les décisions prises par, dit-il, des "hurluberlus" en son nom pendant cette période sombre. Sans oublier également de demander au numéro un gabonais de reprendre véritablement en main la gestion du pays.

Point besoin d'être un érudit pour comprendre que la tête de file du PSD n'a toujours pas digéré son éviction de la vice-présidence de la République. Occasion pour ce dernier de s'insurger contre le "tripatouillage" de la Constitution par les tenants du pouvoir. Selon Maganga Moussavou, la retouche de la "Loi fondamentale" ne peut être effective qu'avec la participation de toutes les parties prenantes, notamment les participants du Dialogue

politique d'Angondjé.

L'honnêteté intellectuelle oblige cependant à reconnaître que le résident du Bas de Gué-Gué a tout de même évoqué des chapitres intéressants sur la gestion du plan de lutte et de riposte contre la Covid-19. Il est d'avis que "la non-adhésion" des populations à la vaccination de masse résulte tout simplement de la mauvaise communication gouvernementale sur cet épineux sujet. Il soutient qu'il vaut mieux confier les activités de communication et de sensibilisation aux professionnels de la santé, qu'à des administratifs.

Yannick Franz IGOHO